Débat d'Orientation Budgétaire 2017

Conseil Municipal – 23 janvier 2017

INTRODUCTION

Débat d'Orientation Budgétaire

- Obligation pour les villes de + 3 500 hab.
- Rapport sur les orientations budgétaires, engagements pluriannuels, structure et gestion de la dette
- Prospectives d'évolutions des dépenses et recettes de fonctionnement - investissement
- Préparation du budget 2017 présenté le 6 mars 2017

Perspectives économiques

- Incertitude sur la relance de l'économie en France
- Poursuite des efforts budgétaires (- 50 milliards € depuis 2014)
- Chute des investissements publics locaux (70 % de l'investissement public)
- Politiques territoriales de la Région et du Département en évolution, avec des subventions de + en + contraintes.

Projet de loi de finances 2017

- **Ré-étalement de la baisse des dotations aux communes en 2017 (- 2,63 milliards €)**
- **Fonds de Péréquation des ressources intercommunales et communales = 1 milliard €**
- **Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL) = 1,2 Milliard €**
- **Taux de réévaluation des bases des valeurs locatives = 0,40 %**

RETROSPECTIVE
2011-2016

Rétrospective 2011-2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Atténuations de charges	147768	97346	81164	96206	85345	135377
Produits des services	793624	718685	740579	663442	682704	674478
Impôts & taxes	9617829	9725236	9891660	10042932	10268290	10254542
Dotations et participations	4595200	4446683	4400046	4275204	4078513	3592828
Autres produits de gestion courante	112621	113148	145507	120610	111319	139825
Recettes de gestion courante	15267042	15101099	15258956	15198393	15226170	14797050
		-1,09%	1,05%	-0,40%	0,18%	-2,82%
Charges de personnel & frais assimilés	6688602	6579639	6795583	6964791	7209691	7168188
Charges à caractère général	3296518	3414659	3375411	3554249	3348192	3219669
Autres charges de gestion courante	1786286	1747234	1804953	1874673	1910826	1913695
Dépenses de gestion courante	11771407	11741532	11975946	12393713	12468709	12301552
		-0,25%	2,00%	3,49%	0,61%	-1,34%
Epargne de gestion	3495636	3359566	3283010	2804681	2757461	2495499
		-3,89%	-2,28%	-14,57%	-1,68%	-9,50%

Rétrospective 2011-2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Epargne de gestion	3495636	3359566	3283010	2804681	2757461	2495499
Résultats financiers	-354532	-371208	-432336	-422070	-416246	-392217
Résultats exceptionnels	1905749	35335	48684	-132589	402568	1612388
Epargne brute	5046853	3023693	2899358	2250022	2743783	3715669
Remboursement capital emprunts	833222	948170	723739	772527	865110	974554
Epargne nette	4213631	2075523	2175619	1477495	1878673	2741116
Emprunts nouveaux	0	1750000	1619250	874730	750000	850000
Dette au 31/12	9892181	10494010	11390232	11492435	11377325	11252772
Capacité de désendettement	2,0	3,5	3,9	5,1	4,1	3,0
Epargne brute hors élts exceptionnels	3141103	2988358	2850674	2382611	2341215	2103282
Capacité de désendettement hors except.	3,1	3,5	4,0	4,8	4,9	5,4

Rétrospective 2011-2016

Décalage entre l'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

- Baisse conséquente des recettes de fonctionnement en 2016
- Progression des dépenses de fonctionnement depuis 2013
- Arrêt de la progression du produit des impôts directs + baisse de la DGF expliquent la baisse des recettes de fonctionnement

Rétrospective 2011-2016

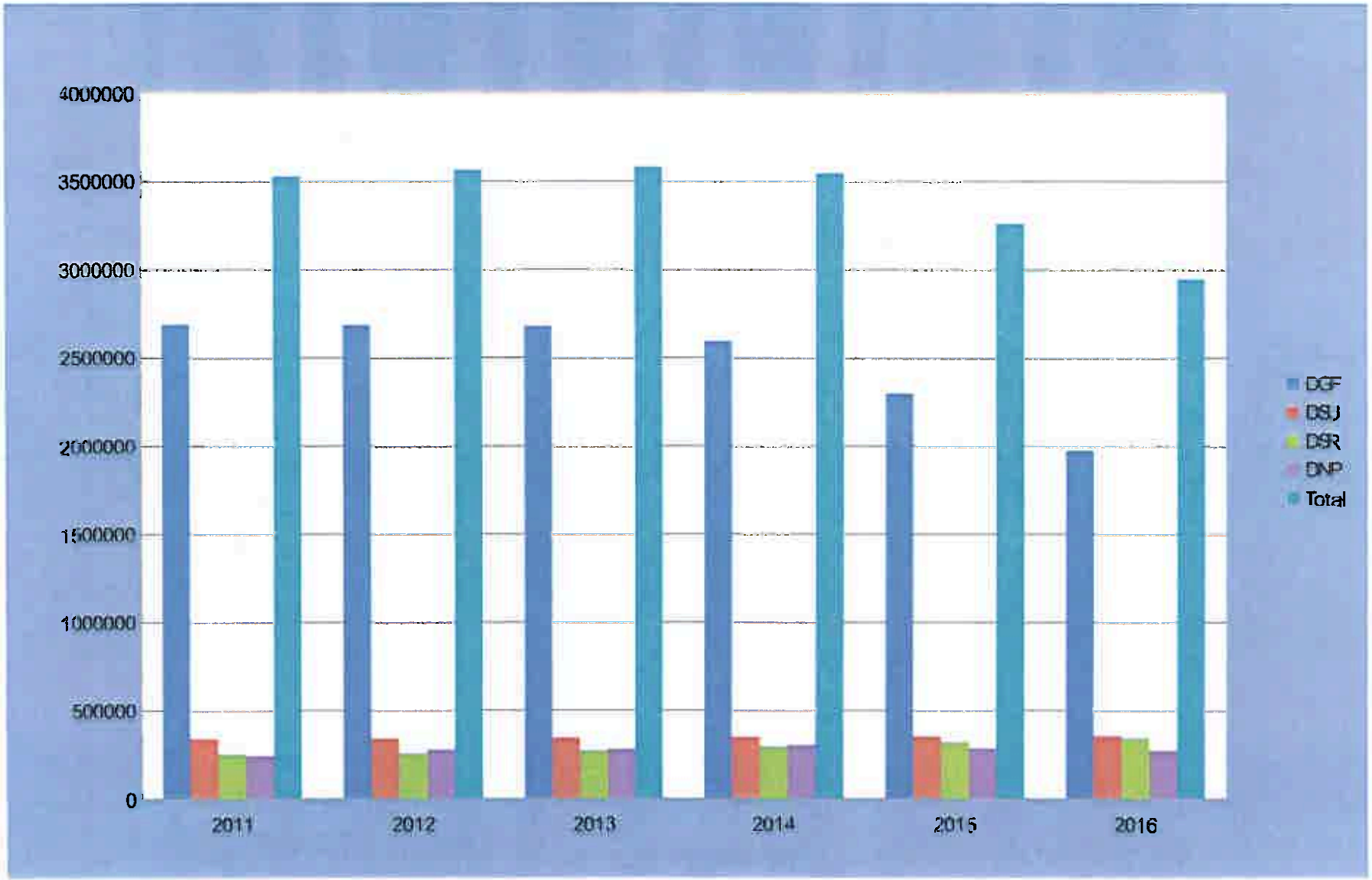
- Progression des dépenses de personnel, due en partie aux nouvelles missions imposées par l'Etat.
- Réorganisation de certains services + efforts de rigueur = - 1,34 % des dépenses de gestion courante en 2016
- Evolution des dépenses de gestion courante s'est inversée en 2016
- Épargne de gestion a chuté de 3 496 K€ en 2011 à 2 495 K€ en 2016

Rétrospective 2011-2016

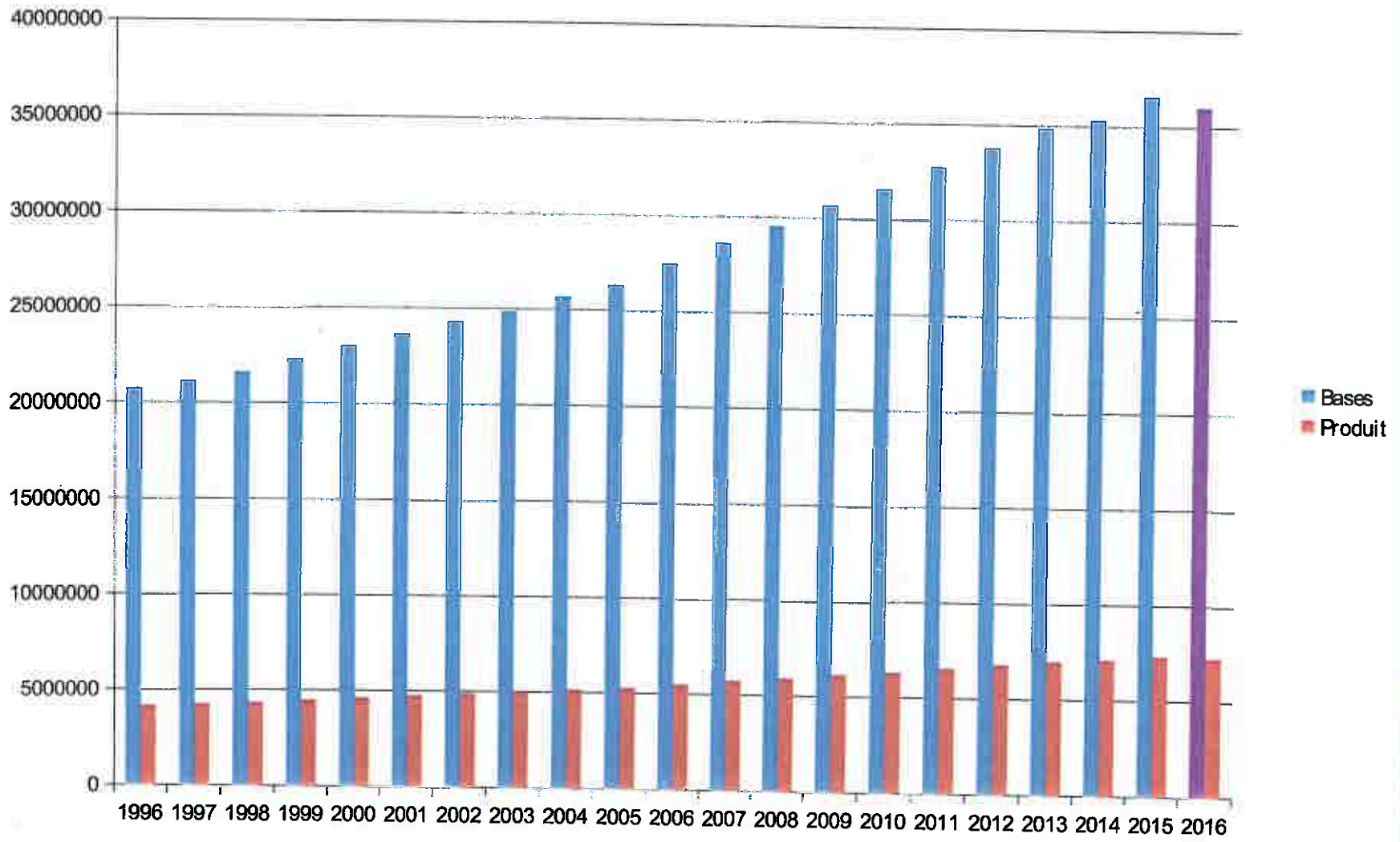
Dégradation continue des grands équilibres budgétaires :

- **Diminution de la DGF** : - 85 K€ en 2014, - 381 K€ en 2015, - 705 K€ en 2016, - 871 K€ en 2017 et - 1 005 K€ en 2018
- **Ralentissement de l'évolution des bases fiscales + exonérations de la taxe d'habitation** : + 3,80 % en 2011, + 3,19 % en 2012, + 3,10 % en 2013, + 1,31 % en 2014 et + 3,52 % en 2015, a baissé de 1,53 % en 2016.

Evolution des dotations de l'Etat



Evolution des bases nettes d'imposition fiscalité directe



Comparaison ratios avec communes de 10 000 à 20 000 hab.

Sources : collectivités.locales.gouv.fr

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'habitants	14695	14758	14860	15169	15143
Produits de fonctionnement	17108031	15145000	15371110	15190521	15551649
Moyenne par habitant	1164	1026	1034	1001	1027
Moyenne de la strate	1313	1323	1337	1337	1355
Charges de fonctionnement	12634711	12293994	12822447	14215246	14240695
Moyenne par habitant	860	833	863	937	940
Moyenne de la strate	1160	1179	1204	1224	1323
Résultat comptable	4473319	2851006	2548663	975276	1310954
Moyenne par habitant	304	193	172	64	87
Moyenne de la strate	153	144	132	113	132

Rétrospective 2011-2016

- **Produits de fonctionnement par habitant inférieurs de plus de 21 % à la moyenne**
- **Dépenses de fonctionnement par habitant inférieures de 27 % à la moyenne**
- **- 11,79 % des produits de fonctionnement par habitant depuis 2011, contre + 3,20 % en moyenne**
- **+ 9,38 % des dépenses de fonctionnement par habitant depuis 2011, contre 14,05 % en moyenne**

Rétrospective 2011-2016

	2011	2012	2013	2014	2015
Ressources d'investissements	4627242	7331264	7088582	9404883	4789184
Moyenne par habitant	315	497	477	620	316
Moyenne de la strate	473	495	497	483	451
Emplois d'investissements	7968884	6780866	6581980	8059586	4723391
Moyenne par habitant	542	459	443	531	312
Moyenne de la strate	477	483	518	457	427
Capacité d'autofinancement	4785525	3081472	2809172	2290788	2626841
Moyenne par habitant	326	209	189	151	173
Moyenne de la strate	201	192	180	164	183

Rétrospective 2011-2016

- **Capacité d'Auto Financement par habitant de la ville de Pontivy reste supérieure à celle des autres communes de même strate**
- **CAF a diminué de 46,73 % depuis 2011 alors que cette baisse n'a été que de 8,96 % en moyenne**
- **Disparité importante qui s'explique par :**
  - Réforme de la DGF
  - Charges de centralité portées par Pontivy
  - Dispositif d'exonération d'impôts pris par le Gouvernement

Rétrospective 2011-2016

- **DGF = 1er facteur d'inégalités de ressources et donc de dépenses** : les territoires les plus riches reçoivent plus de dotation de l'Etat
- **Rapport de Ressources Consultants Finances présenté le 28/11/2016 :**
- « Les produits de Pontivy n'ont pas augmentés entre 2011 et 2014, ce qui a provoqué une réduction de son épargne de 62 % sur la période. Or la commune continue de supporter des charges de centralité. »

Rétrospective 2011-2016

Dispositif d'exonération d'impôts pour les ménages modestes = diminution considérable des produits fiscaux de la ville

- Annonce en fin d'année de la baisse des recettes des produits de la fiscalité locale de 180 K€ en 2016
- Anticipation de cette baisse – 79 K€ (conseil municipal du 5/12/2016)
- Attitude irresponsable de l'État qui impose cette réforme aux communes sans anticiper

Rétrospective 2011-2016

« Déjà grevées par la baisse des dotations, les finances des communes pâtissent aujourd'hui des revirements de la politique fiscale de l'Etat et de son incapacité à fournir aux collectivités des informations fiables pour équilibrer leurs budgets. »

Association des Maires de France -
2 décembre 2016

BUDGET 2017

Objectifs Budget 2017

5 objectifs budgétaires pour 2017 :

- Conserver une offre de services de qualité
- Renforcer l'attractivité de la Ville
- Poursuivre la maîtrise budgétaire
- Ne pas augmenter les taux d'imposition
- Maintenir une politique d'investissement fort

Actions Budget 2017

- **Transfert du Centre de Loisirs vers Ex Ecole Quinivet** (locaux Cité du Plessis réaffectés pour associations)
- **Aménagements urbains** (accessibilité, trottoirs, drive poste, Stival)
- **Travaux de réhabilitation des bâtiments municipaux** (ex école Quinivet, boulodrome, salle de Kerentre, château, théâtre des Halles)
- **Travaux de modernisation des équipements sportifs** (piscine découverte, ball-trap)

Actions Budget 2017

- **Accompagner les acteurs :**
  - économiques : animations du centre ville
  - médecins et professionnels de santé
  - associatifs : événements culturels, sportifs et solidaires

- **Maintenir les taux d'imposition** afin de ne pas alourdir la pression fiscale de nos contribuables

Actions Budget 2017

- Contenir l'évolution des frais de personnel tout en appliquant les nouvelles mesures nationales
- Poursuivre la recherche d'économies des charges à caractère général
- Rechercher des marges en renégociant les contrats de prestations et en optimisant nos achats
- Affecter les marges dégagées exclusivement à l'investissement
- Stabiliser le montant des subventions

Prévisions recettes de fonctionnement - Budget 2017

- **Recettes de fonctionnement en diminution :**

  - Perte de DGF

  - Non reconduction de recettes exceptionnelles encaissées en 2016 (indemnité d'assurance pour 655 539 € et cession d'actifs comme le site de l'ancienne école René Guy Cadou pour 390 K€)

- **Prudence sur le produit attendu des taxes d'habitation et foncière**

  - Bases prévisionnelles non notifiées à ce jour

  - Prorogation de l'exonération des impôts locaux pour les personnes à revenu modeste

Prévisions dépenses de fonctionnement - Budget 2017

- **Maintien du niveau 2016 pour les dépenses de fonctionnement en limitant au maximum les augmentations**
- **Augmentation prévue des frais de personnel de 2,30 % en raison des mesures nationales :**
  - PPCR et valeur du point
  - Avancements de grade
  - Mise en place du RIFSEEP

Prévisions recettes d'investissement - Budget 2017

Recettes d'investissements moins importantes :

- Subventions déjà notifiées pour la reconstruction du Château par rapport aux travaux restants à réaliser

- Dotation exceptionnelle de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) de 225 K€ obtenue pour l'aménagement de Stival

Prévisions dépenses d'investissement - Budget 2017

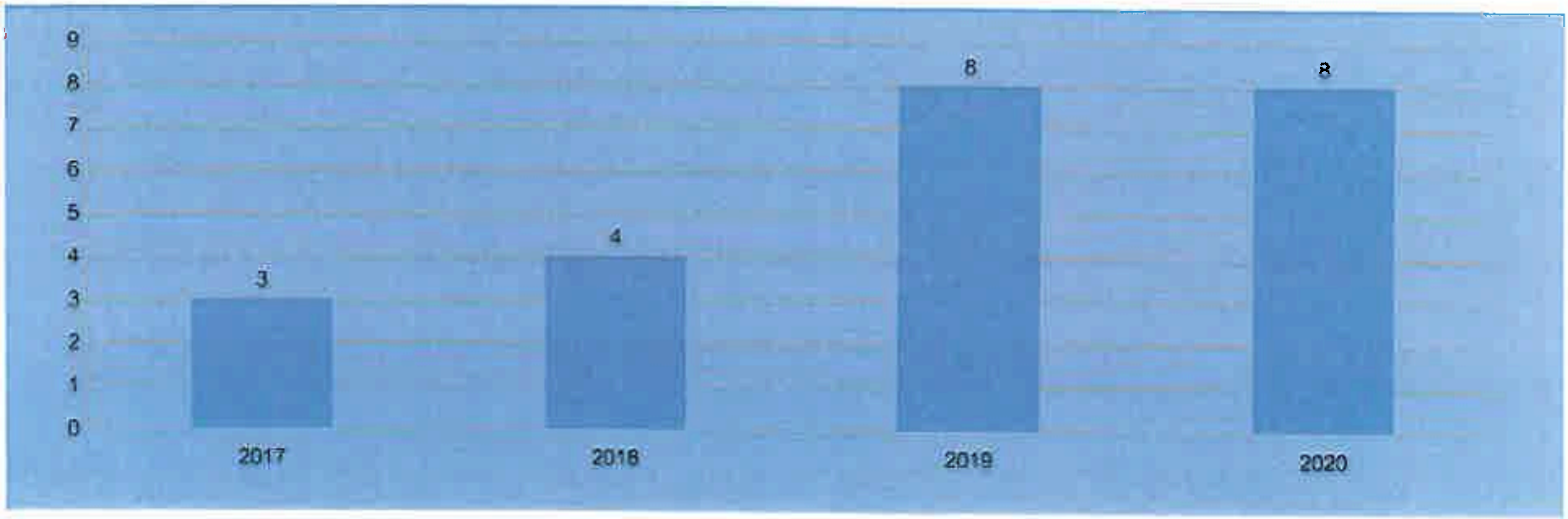
Dépenses d'investissements en hausse : 5,7 millions programmés en 2017

- **Situation financière et contexte national obligent à contracter un nouvel emprunt**
- **Bon ratio de désendettement de la ville = 5,4 ans (durée critique estimée au-delà de 10 ans)**
- **Détérioration du ratio de désendettement à prévoir en raison du niveau des investissements et de la baisse de la capacité d'épargne**
- **Espoir dans la reprise du marché de l'immobilier avec la vente de terrains au Talin et l'augmentation des droits de mutation**

PROSPECTIVE
2017-2020

Prospective dépenses de personnel 2017-2020

- **Poursuite de la rationalisation des dépenses de personnel**
- **Remplacement du personnel absent au cas par cas**
- **Départs en retraite devront amener une réflexion sur de nouvelles organisations et sur les véritables besoins des services.**



Prospective investissements 2017-2020

- **Efforts d'investissements en logiciels informatiques** (dématérialisation des documents administratifs, gestion des services techniques, gestion des ressources humaines)

- **Renforcement de la qualité de prestation par le recours au numérique (portail citoyen)**

- **Poursuite des efforts sur la mutualisation des moyens par regroupement d'activités avec Pontivy communauté**

- **Attribution de la DGF fonction d'un coefficient de mutualisation des services**

Prospective mutualisation 2017-2020

- **Réflexion engagée sur les services communs pour des compétences non transférées**
- **Anticipation lors du renouvellement de nos investissements en lien avec Pontivy communauté** (Ex : téléphonie en 2017)
- **Analyse des prestations rendues aux habitants afin de trouver le meilleur ratio coût/service**
- **Soutien du transfert de la compétence « action sociale » avec la création d'un CIAS - Centre Intercommunal d'Action Sociale.**

Prospective 2017-2020

- **Vigilance sur certains postes budgétaires :**

- Augmentation contingent incendie de 0,5 % en 2017

- Augmentation des élèves scolarisés dans les écoles privées entraîne automatiquement une hausse du forfait communal.

- **Maintien du niveau d'accompagnement par le CCAS**

- **Maintien du budget alloué à l'ensemble des associations Pontivyennes**

- **Maintien du niveau des indemnités des élus jusqu'en 2020**

Prospective 2017-2020

- **Explications sur tableaux à suivre :**
  - Données arrêtées avec l'aide du logiciel « regards »
  - Progression charges de personnel = 2,30 % en 2017, 1 % en 2018, 0,75 % en 2019 et 0,50 % en 2020
  - Evolution charges à caractère = 2 % puis 0,50 % (hors biennale du livre) + autres charges de gestion = 3,14 % en 2017 puis 0,35 %
- **Prévision investissements** = 5 700 K€ en 2017, 4 500 K€ en 2018, 3 500 K€ en 2019, 3 500 K€ en 2020
- **Recours à l'emprunt** = 3 094 K€ en 2017, 2 915 K€ en 2018, 2 178 K€ en 2019 et 2 491 K€ en 2020
- **Ratio de désendettement** = 9,7 en 2020

PROSPECTIVE 2017-2020

CHAINE DU FINANCEMENT : MONTANT

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits fonctionnement courant stricts	15 102	15 141	14 662	14 675	14 699	14 801	14 892
Impôts et taxes	10 043	10 268	10 255	10 344	10 452	10 557	10 663
Contributions directes	7 146	7 358	7 288	7 372	7 472	7 573	7 676
Dotation communautaire reçue	2 080	2 085	0	0	0	0	0
Attribution FPIC	141	181	225	247	252	252	252
Solde impôts et taxes	676	644	2 742	2 725	2 729	2 732	2 736
Dotations et participations	4 275	4 079	3 593	3 597	3 508	3 503	3 483
DGF	3 544	3 260	2 946	2 906	2 838	2 838	2 822
Compensations fiscales	430	416	320	414	392	386	380
Solde participations diverses	301	403	327	277	278	279	281
Autres produits de fct courant	784	794	814	734	738	742	746
Produits des services	663	683	674	631	634	637	640
Produits de gestion	121	111	140	103	104	104	105
Atténuations de charges	96	85	135	60	60	61	61
Produits de fonctionnement courant (A)	15 198	15 226	14 797	14 734	14 759	14 862	14 953
Produits exceptionnels larges	38	294	1 621	110	50	50	50
Produits exceptionnels	38	294	1 621	110	50	50	50
Produits de fonctionnement (B)	15 236	15 520	16 418	14 845	14 809	14 913	15 004
Charges fonctionnement courant strictes	12 394	12 469	12 302	12 527	12 688	12 703	12 828
Charges à caractère général	3 554	3 348	3 220	3 220	3 301	3 253	3 334
Charges de personnel	6 965	7 210	7 168	7 333	7 406	7 462	7 499
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	1 875	1 911	1 914	1 974	1 981	1 988	1 995
Charges de fonctionnement courant (C)	12 394	12 469	12 302	12 527	12 688	12 703	12 828
EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)	2 805	2 757	2 495	2 207	2 071	2 159	2 125

PROSPECTIVE 2017-2020

CHAINE DU FINANCEMENT : MONTANT (SUITE)

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)	2 805	2 757	2 495	2 207	2 071	2 159	2 125
Charges exceptionnelles larges	175	8	8	23	23	23	23
Charges exceptionnelles	175	8	8	23	23	23	23
Charges de fct. hors intérêts (D)	12 569	12 477	12 310	12 550	12 711	12 726	12 851
EPARGNE DE GESTION (B-D)	2 667	3 043	4 108	2 295	2 099	2 187	2 153
Intérêts (E)	422	416	392	404	422	418	418
Charges de fonctionnement (F = D+E)	12 991	12 893	12 702	12 954	13 133	13 144	13 269
EPARGNE BRUTE (G = B-F)	2 245	2 627	3 716	1 891	1 677	1 769	1 735
Capital (H)	773	865	975	1 028	1 204	1 355	1 503
EPARGNE NETTE (I = G-H)	1 473	1 762	2 741	863	473	414	232
Dépenses d'investissement hors dette	4 528	3 858	3 918	5 445	4 933	3 930	3 929
Dép d'inv hors annuité en capital	4 528	3 858	3 918	5 445	4 933	3 930	3 929
EPARGNE NETTE	1 473	1 762	2 741	863	473	414	232
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 072	911	618	556	815	747	616
Opérations pour compte de tiers (Rec)	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	48	43	50	40	40	40	40
Subventions yc DGE / DETR	596	475	287	893	691	550	550
Emprunt	875	750	850	3 094	2 915	2 178	2 491
Variation de l'excédent global	-465	83	765	0	0	0	0

PROSPECTIVE 2017-2020

INDICES DE COUVERTURE

COUVERTURE DU CAPITAL PAR L'EPARGNE BRUTE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne brute	2 245	2 627	3 716	1 891	1 677	1 769	1 735
Capital	773	865	975	1 028	1 204	1 355	1 503
Couverture du capital	2,9	3,0	3,8	1,8	1,4	1,3	1,2

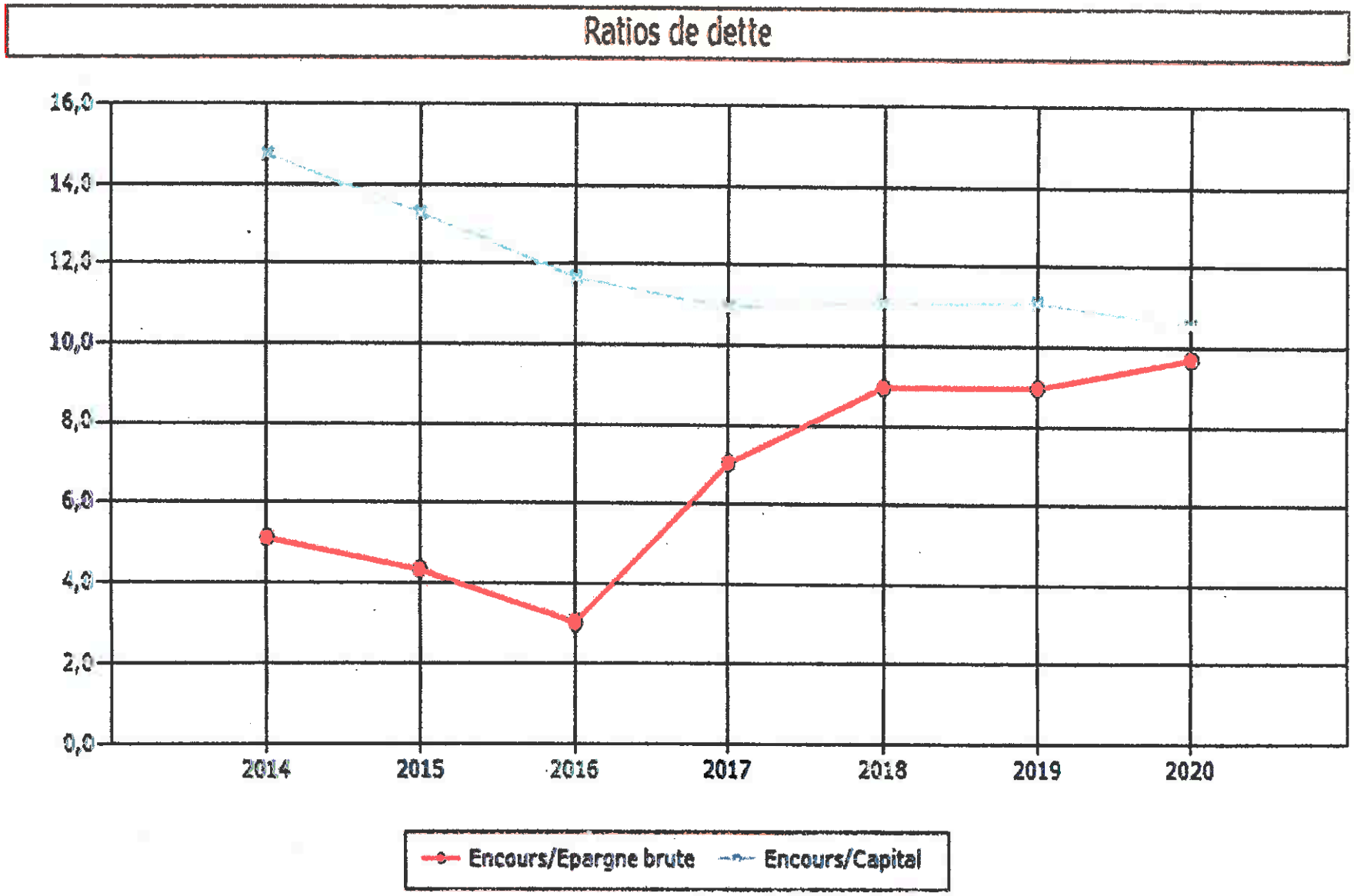
COUVERTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR L'EPARGNE BRUTE (en années)

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours corrigé de la dette (au 31/12)	11 492	11 377	11 253	13 319	15 030	15 854	16 842
Epargne brute	2 245	2 627	3 716	1 891	1 677	1 769	1 735
Encours corrigé / Epargne brute (années)	5,1	4,3	3,0	7,0	9,0	9,0	9,7

DUREE APPARENTE DE LA DETTE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours corrigé de la dette (au 01/01)	11 390	11 492	11 377	11 253	13 319	15 030	15 854
Capital	773	865	975	1 028	1 204	1 355	1 503
Encours corrigé / Capital (années)	14,7	13,3	11,7	10,9	11,1	11,1	10,5

PROSPECTIVE 2017-2020



PROSPECTIVE 2017-2020

TAUX DE FCTVA ET DE SUBVENTIONS

PART DES DEPENSES DIRECTES D'EQUIPEMENT ELIGIBLES AU FCTVA

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
FCTVA	846	640	421	456	715	647	516
Dépenses directes d'équipement retenues	5 803	4 401	3 334	3 471	5 445	4 933	3 930
Taux de FCTVA	15,48%	15,76%	16,40%	16,40%	16,40%	16,40%	16,40%
Part des dépenses directes éligibles	94,11%	92,23%	76,88%	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%

PART DES DEPENSES DIRECTES D'EQUIPEMENT SUBVENTIONNEES

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Subventions	596	475	287	893	691	550	550
Dépenses directes d'équipement hs taxes	3 667	2 779	2 893	4 538	4 111	3 275	3 274
Taux de subvention des dép. directes	16%	17%	10%	20%	17%	17%	17%

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses directes d'équipement	4 401	3 334	3 471	5 445	4 933	3 930	3 929
- Subventions	596	475	287	893	691	550	550
= Dépenses directes d'équip. nettes	3 805	2 859	3 184	4 552	4 242	3 380	3 379

PROSPECTIVE 2017-2020

HYPOTHESES INVESTISSEMENTS

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prévision investissements	4399713	4419162	3542657	5700000	4500000	3500000	3500000
Restes à réaliser N-1	1447571	1446357	2007237	2078043	2333000	1900000	1470000
Restes à réaliser N	1446357	2007237	2078043	2333000	1900000	1470000	1041000
Dépenses investissements	4400927	3858281	3471851	5445043	4933000	3930000	3929000

CONCLUSION

Malgré la baisse des dotations de l'Etat et les conséquences du dispositif d'exonération d'impôts pour les ménages modestes, nous souhaitons conserver un niveau élevé d'investissements, conserver une offre de services de qualité et renforcer l'attractivité de notre ville en poursuivant la maitrise budgétaire sans augmenter notre fiscalité locale.

Si ces orientations budgétaires ne font pas l'objet d'un vote au conseil municipal, elles permettent d'engager un débat que nous vous proposons de lancer dès à présent.

ANNEXE 1

Evolution du budget investissements

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements	4994981	5649734	5802700	4400927	3858281	3471851
Dotations, fonds divers et réserves	2129009					
Remboursement emprunts	833222	948170	723739	772527	865110	974554
Autres immobilisations financières				126954		447278
Opérations d'ordre	11673	62779	39143	45476		822053
Opérations patrimoniales		120183	16397	2713702		
Emplois d'investissements	**7968884**	**6780866**	**6581980**	**8059586**	**4723391**	**5715735**
Restes à réaliser	**5203620**	**1972391**	**1447571**	**1446357**	**2007257**	**2078043**
Subventions	737294	909996	1094357	643355	517932	290490
Emprunts		1750000	1619250	874730	750000	850000
Immobilisations en cours		13136	29189	25093		
Dot.fonds divers et réserves	615484	786852	961990	906724	794322	555080
Excédents de fonct capitalisés	2367784	3187600	2977561	2785934	1294102	1375716
Autres immobilisations financières	321474	328031		135122		
Opérations d'ordre	585206	235466	389838	1320222	1432829	1957372
Opérations patrimoniales		120183	16397	2713702		1177011
Ressources d'investissements	**4627242**	**7331264**	**7088582**	**9404883**	**4789184**	**6205668**

ANNEXE 2

Répartition des emprunts + emprunts garantis

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
AUXIFIP - CA	328031					
BANQUE DE FINANCEMENT	1377936					
BANQUE POSTALE						807500
CAISSE D'EPARGNE	1911820	1807503	1698087	1583579	1463743	1338517
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION			869250	1743980	1700243	1624313
CREDIT AGRICOLE	339461	298857	256416	212055	165687	117220
CREDIT AGRICOLE CIB		1325111	1269841	1212013	1151508	1088204
CREDIT LOCAL DE FRANCE	5734933	5375040	5000804	4611641	3986787	3786060
CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE		1687500	2295833	2129167	2909357	2490958
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12	**9692181**	**10494010**	**11390232**	**11492435**	**11377325**	**11252772**
EMPRUNTS A TAUX FIXE	5952738	6026224	6351219	5886845	6134202	6415359
EMPRUNTS A TAUX INDEXE	2425556	3221604	3863329	4503313	4217281	3891159
EMPRUNTS AVEC OPTIONS	1313887	1246182	1175684	1102278	1025842	946253
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12	**9692181**	**10494010**	**11390232**	**11492435**	**11377325**	**11252772**
Durée résiduelle					12 ans, 5 mois	11 ans, 9 mois
EMPRUNT RISQUE (SCORE GISSLER 3E)	2425556	2271604	2110745	1942666	1767038	1583513
PENALITES REMBOURSEMENT ANTICIPE				437000	409000	302000
GARANTIES BANCAIRES (Capital restant dû au 31/12)	10765563	9053613	12529981	13685712	13173061	

ANNEXE 4 – Structure des Effectifs globaux au 31 décembre 2016

Agent en position d'activités (tous statuts)	208	100%
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	157	75,48 %
Non titulaires occupant un emploi permanent dont : 2 agents remplaçants	10 2	4,83 %
Autres agents (n'occupant pas un emploi permanent)	41	19,32%

ANNEXE 5 – Répartition par type de contrat au 31 décembre 2016

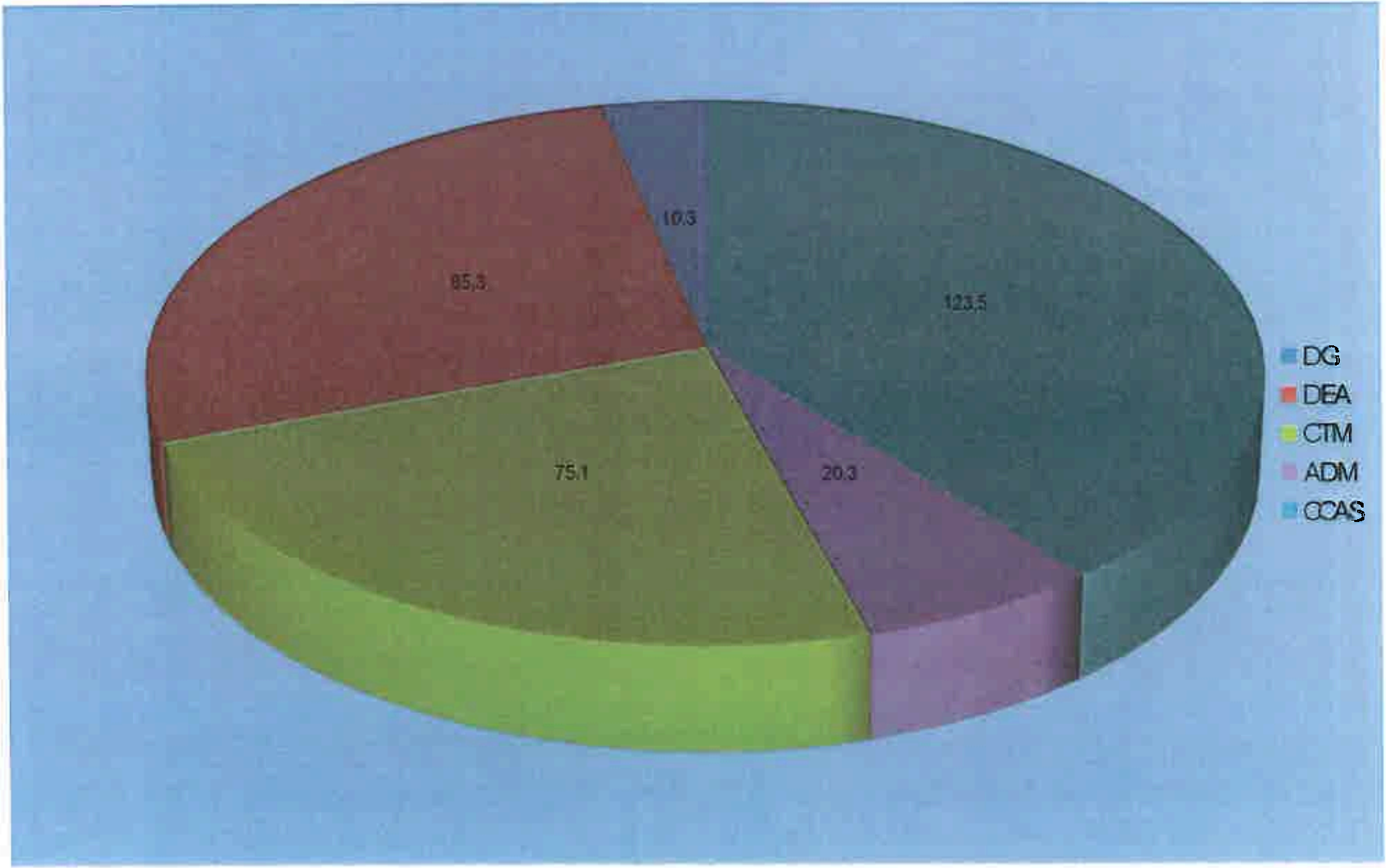
Agents non titulaires occupant un emploi permanent (au 31 décembre 2016)			10
Loi de 84 article 3	1er alinéa	"remplaçants"	2
		"sur poste vacant"	8
	4e alinéa	"Contractuels"	
	5e alinéa	Non titulaires de cat.A (selon fonctions / besoins de service)	
	6e alinéa	Agents recrutés dans les communes de moins de 1 000 habitants	-
Art. 38, 38 bis, 47, 136, Pacte...	Autres non titulaires	-	
Dont CDI relevant des alinéas 4,5 et 6	2		

ANNEXE 6 – Dépenses de personnel 2016

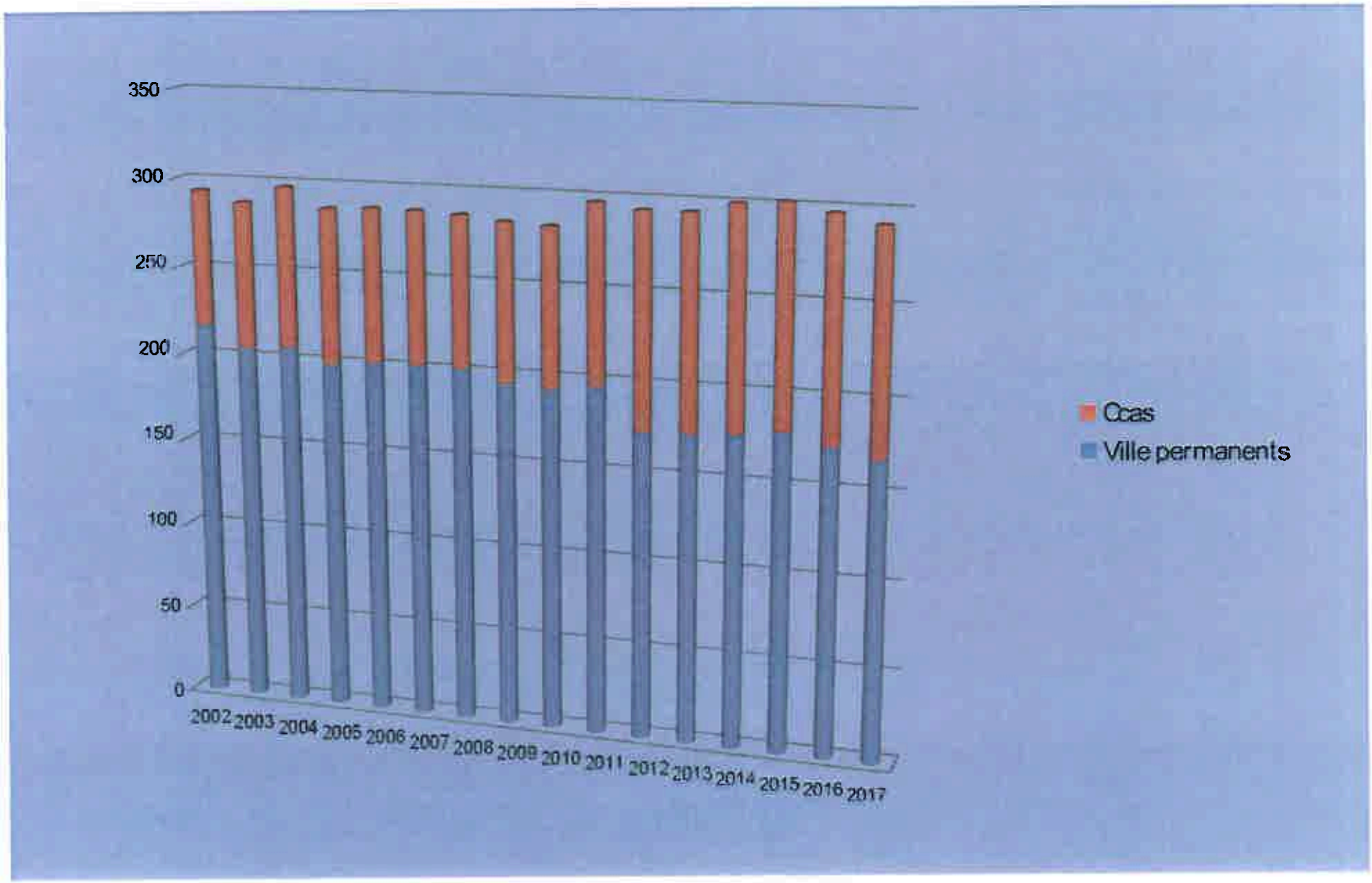
Régime indemnitaire - Agents titulaires	
Montant des primes et indemnités au titre de l'article 111	121 785,82
Montant des autres primes et indemnités (article 88)	353 051,99
Montant de la NBI	27 362,13
Montant des heures supplémentaires rémunérées	192,15
TOTAL	**502 392,09**
Montant des Avantages en nature	10 329,38

Régime indemnitaire - Agents non titulaires	
Montant des primes et indemnités	63 515,39
Montant des heures supplémentaires rémunérées	22 115,46
TOTAL	**85 630,85**
Montant des Avantages en nature	4 554,30

ANNEXE 7 – Répartition des effectifs



ANNEXE 8 – Evolution des effectifs



Ville de Pontivy

Extrait du registre des délibérations

Débat d'orientations budgétaires 2017

DEL-2017-001

Numéro de la délibération : 2017/001

Nomenclature ACTES : Finances locales, décisions budgétaires

Information relative à l'environnement : non

Date de réunion du conseil : 23/01/2017

Date de convocation du conseil : 17/01/2017

Date d'affichage de la convocation : 17/01/2017

Début de la séance du conseil : 19 heures

Présidente de séance : Mme Christine LE STRAT

Secrétaire de séance : Mme Soizic PERRAULT

Étaient présents : M. Philippe AMOURETTE, M. Laurent BAIRIOT, M. Christophe BELLER, M. Loïc BURBAN, Mme Émilie CRAMET, Mme Marie-Madeleine DORÉ-LUCAS, M. Jean-Pierre DUPONT, Mme Chantal GASTINEAU, Mme Stéphanie GUÉGAN, Mme Annie GUILLEMOT, M. Michel GUILLEMOT, M. Georges-Yves GUILLOT, M. Michel JARNIGON, M. Hervé JESTIN, Mme Madeleine JOUANDET, Mme Elisabeth JOUNEAUX-PÉDRONO, Mme Laurence KERSUZAN, Mme Véronique LE BOURJOIS, Mme Emmanuelle LE BRIGAND, Mme Alexandra LE NY, Mme Christine LE STRAT, Mme Maryvonne LE TUTOUR, Mme Sylvie LEPLEUX, Mme Laurence LORANS, M. Yann LORCY, M. Christophe MARCHAND, M. François-Denis MOUHAOU, M. Jacques PÉRAN, Mme Soizic PERRAULT, M. Alain PIERRE, Mme Claudine RAULT, M. Eric SEGUET.

Était représenté : M. Eddy RENAULT par Mme Emmanuelle LE BRIGAND.

Débat d'orientations budgétaires 2017

Rapport de Yann LORCY

En application du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal doit débattre des orientations budgétaires dans le délai de deux mois précédant le vote du budget lui même et au vu d'un rapport (ci annexé).

Nous vous proposons :

De prendre acte que le débat d'orientations budgétaires pour l'année 2017 s'est tenu dans les conditions requises.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Pontivy, le 24 janvier 2017

LA MAIRE
Christine LE STRAT

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée au recueil des actes administratifs le :

Certifiée exécutoire

LA MAIRE
Christine LE STRAT